

Que peut faire la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne pour les Balkans occidentaux ?

Traduit de l'anglais par Ninon Straëbler et Elise Bernard

★ ★ ★

Faris Kočan et Marko Lovec

*Société autrichienne pour la politique européenne
(Österreichische Gesellschaft für
Europapolitik, ÖGfE)*

EuropaNova
★ Academia

Que peut faire la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne pour les Balkans occidentaux ?

Traduit de l'anglais par Ninon Straëbler et Elise Bernard

AUTEURS

Faris Kočan et Marko Lovec

ÉDITEUR

Ninon Straëbler

DIRECTRICE DES ÉTUDES

Dr Élise Bernard

DIRECTEUR GÉNÉRAL D'EUROPANOVA

Corentin Gorin

ATTRIBUTION

Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0
France (CC BY-NC-ND 3.0 FR)

PROPOSITION DE CITATION

Kočan, F., Lovec, M. (2021) : Que peut faire la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne pour les Balkans occidentaux ? Vienne. GfE Policy Brief, 12'2021

GRAPHISME

Design : www.klar.graphics
Mise en page : Ninon Straëbler

EuropaNova

64 bis avenue de New York, 75016,
Paris, France
contact@europanova.eu

www.europanova.eu



Table des matières

Que peut faire la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne pour les Balkans occidentaux ?	4
Recommandations stratégiques	4
Résumé	4
Plus un modèle	5
Règles d'attraction : règles resserrées, attraction affaiblie et partenaires alternatifs	6
Crise de la politique d'élargissement	6
Progrès des pays des Balkans occidentaux	6
Réforme de la politique d'élargissement	7
La crise du COVID-19	7
Présidence slovène du Conseil de l'Union européenne	8
Recommandations : ce que la Slovénie peut et pourrait faire pour les Balkans occidentaux	9
Notes de bas de page	11
A propos des auteurs	13
A propos de l'OGfE	13
À propos de l'article	14

Que peut faire la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne pour les Balkans occidentaux ?

Recommandations stratégiques

1. La Slovénie devrait utiliser les priorités de sa présidence du Conseil de l'Union européenne pour promouvoir davantage l'importance géopolitique de la région pour l'UE dans un contexte de lassitude face à l'élargissement, qui affaiblit la crédibilité de l'UE vis-à-vis des Balkans occidentaux.

2. La Slovénie devrait profiter du sommet informel UE-Balkans occidentaux pour promouvoir davantage le nouveau plan d'investissement en tant que pilier économique de l'initiative « Open Balkan » afin de réaliser des progrès dans le processus d'adhésion à l'UE.

3. Pour prouver à ses détracteurs qu'ils ont tort, le gouvernement slovène devrait promouvoir un récit positif sur les relations entre l'UE et les Balkans occidentaux, sensibiliser aux perspectives négatives pour l'ensemble de la région du veto de la Bulgarie au processus d'adhésion de la Macédoine du Nord et se distancer du document officiel en proposant un agenda clair et crédible pour les Balkans occidentaux lors du sommet informel.

Résumé

Le 1er juillet, la Slovénie a pris la présidence du Conseil de l'Union européenne (UE). Sa deuxième présidence sera très différente de la première qui a eu lieu en 2008. Même si la lassitude de l'élargissement et la nécessité de consolider d'abord l'UE étaient déjà présentes à l'époque, la perspective d'une intégration européenne plus poussée ne semblait pas avoir d'alternative. Depuis lors, l'UE a été mise au défi par la concurrence géopolitique de l'extérieur et par le nationalisme et l'illibéralisme de l'intérieur. La politique d'élargissement de l'UE n'échappe pas à cette tendance. La lenteur des progrès des pays des Balkans occidentaux est le résultat de l'affaiblissement de la crédibilité de l'UE et du renforcement des acteurs anti-réforme dans la région. Pendant ce temps, le cadrage géopolitique de la stratégie d'élargissement réformée mobilise une attention et des ressources nouvelles de l'UE vers les Balkans occidentaux. La Slovénie sous le Premier ministre Janez Janša est elle-même devenue un sujet de tendances illibérales et n'est plus considérée comme le phare de la transition vers la démocratie libérale et l'eupéanisation de la région qu'elle était. Cela a été démontré par le récent document officiel attribué à la Slovénie qui proposait de réintroduire les frontières ethniques dans les Balkans occidentaux. Néanmoins, la Slovénie soutient toujours l'élargissement de l'UE à la région, élargissement qui serait stratégiquement bénéfique pour ce pays. Au sein de la présidence slovène, plusieurs priorités sont pertinentes du point de vue de la stratégie de l'UE pour les Balkans occidentaux. Enfin, le sommet informel UE-Balkans occidentaux prévu le 6 octobre 2021 sera l'un des temps forts et l'une des occasions de réaliser des progrès. La Slovénie devrait donc profiter de la présidence pour regagner la crédibilité perdue.

Que peut faire la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne pour les Balkans occidentaux ?

Plus un modèle

La Slovénie a assumé sa deuxième présidence du Conseil de l'Union européenne (UE) le 1er juillet 2021. Depuis sa première présidence en 2008, beaucoup de choses ont changé. À l'époque, la Slovénie était le premier des nouveaux États membres d'Europe centrale et orientale (PECO) [1] à présider l'UE, en récompense de son intégration réussie. Alors que la nécessité de consolider l'UE et la lassitude de l'élargissement étaient déjà, dans une certaine mesure, présentes à l'époque, l'adhésion des pays des Balkans occidentaux (WBC) n'a été envisagée qu'avec peu de solutions alternatives. Les Balkans occidentaux étaient un sujet important à l'ordre du jour de la première présidence de l'UE. Alors qu'il s'est avéré trop difficile de trouver un consensus parmi les pays de l'UE sur l'indépendance du Kosovo, pendant sa présidence, la Slovénie est allée de l'avant et a reconnu le Kosovo. [2]

Depuis la fin des années 2000, l'UE est confrontée à l'extérieur de ses frontières aux crises mondiales, à l'émergence de nouveaux acteurs et à l'affaiblissement des relations transatlantiques. Au sein de l'Union, les politiques et institutions dysfonctionnelles ont contribué à la crise spécifique de l'Union, comme la zone euro, la crise migratoire, l'euroscpticisme et le nationalisme croissants, le Brexit et le recul démocratique dans les PECO.

La Slovénie a été fortement touchée par les différentes crises et n'est plus le phare de la transition vers la démocratie libérale et l'eupéanisation pour la région qu'elle était. Le gouvernement dirigé par Janez Janša du Parti démocratique slovène (SDS) qui a présidé le Conseil de l'UE en 2008 a récemment utilisé la lutte contre le COVID-19 comme prétexte pour interférer avec les institutions étatiques indépendantes et les médias libres ainsi que pour s'aligner davantage sur les régimes illibéraux dans la région et au-delà, ce qui a entraîné des tensions avec les institutions de l'UE. En avril 2021, un document officieux sur le « Plan B » sur les Balkans occidentaux, attribué à la Slovénie et proposant de redessiner les frontières selon des critères ethniques, a été publié (les autorités slovènes ont nié avoir quoi que ce soit à voir avec cela). [3] Le document a suscité de vives réactions et a soulevé des questions concernant la présidence slovène et le sommet informel sur les Balkans, l'événement le plus important qui aura lieu en Slovénie, prévu en octobre 2021. Depuis le traité de Lisbonne, le rôle de la présidence a changé. Le président du Conseil européen et le haut représentant (HR) pour la politique étrangère et de sécurité commune ont pris le pas sur l'agenda stratégique et de politique étrangère. Pourtant, certains ont suggéré que la présidence slovène était un handicap et que l'UE devrait contourner ce problème.

Cette note d'orientation explorera les enseignements que l'on peut tirer de la manière dont la politique d'élargissement s'est adaptée aux contextes changeants, y compris le retour en arrière des « élèves vedettes » tels que la Slovénie et la manière dont cela a affecté les progrès des WBC sur la voie de l'UE. Il conclut en discutant des scénarios possibles pour l'agenda des Balkans pendant la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne .

Règles d'attraction : règles resserrées, attraction affaiblie et partenaires alternatifs

Au cours des 10 dernières années, on a de plus en plus l'impression que l'UE a perdu ses pouvoirs de transformation.

Crise de la politique d'élargissement

L'élargissement reste l'outil de politique étrangère le plus puissant de l'UE. Outre divers avantages, l'adhésion reste la « carotte ultime » pour le respect des conditions préalables à l'adhésion et pour la mise en œuvre et l'application de l'acquis communautaire. [4] L'UE soutient évidemment les acteurs qui conduisent le processus de réforme dans les pays candidats et qui peuvent accomplir les tâches prédéfinies et convenues. L'édification de l'État et la transformation socio-économique des anciens pays socialistes d'Europe centrale et orientale, dont la Slovénie [5], est l'une des plus grandes réalisations de l'intégration européenne de l'après-guerre froide. C'était une preuve de la puissance normative, de la force institutionnelle et de l'efficacité de l'intégration européenne et, en outre, du libéralisme progressiste et du multilatéralisme en général. Il est devenu un modèle pour de nouveaux élargissements, la politique de voisinage et l'action extérieure. Cependant, au cours des 10 dernières années, on a de plus en plus l'impression que l'UE a perdu ses pouvoirs de transformation. [6] La région des Balkans occidentaux en tant que région la plus proche est particulièrement concernée à cet égard. [7] L'affaiblissement des pouvoirs d'attraction et de poussée pour l'intégration a été expliqué par la crise du triple C : Conditionnalité affaiblie, perte de Crédibilité et Coûts plus élevés pour les élites nationales. [8] Le recul démocratique des pays candidats et candidats potentiels et de certains des nouveaux membres de l'UE issus des PECO (dont la Slovénie) a renforcé la nécessité d'une conditionnalité renforcée [9]. Celle-ci serait potentiellement étendue au-delà de l'adhésion et incluant la conditionnalité des États membres en termes d'État de droit. Le dysfonctionnement de l'UE et le contrecoup ont entraîné une perte de crédibilité de l'Union. D'un autre côté, les élites des États membres et des pays candidats se sont demandé si les élargissements avaient un sens en raison des coûts internes croissants qui y sont liés. Les autres acteurs géopolitiques comme la Russie, la Chine et la Turquie, qui étaient de plus en plus présents et n'ont pas posé de telles conditions pour leur soutien, ont contribué aux alternatives et aux bénéfiques et coûts perçus de l'adhésion à l'UE.

Progrès des pays des Balkans occidentaux

Les deux pays qui, au moins en termes de chapitres de négociation ouverts, sont les plus avancés dans le processus d'adhésion à l'UE, le Monténégro et la Serbie, n'ont – par manque de volonté politique – fermé que très peu de chapitres de l'acquis au cours de la dernière décennie. [10] La Bosnie-Herzégovine et le Kosovo ont été piégés dans un contexte post-conflit. La Bosnie-Herzégovine, qui a signé l'accord de stabilisation et d'association en 2008, n'a ratifié l'accord qu'en 2015, suivi d'une demande formelle d'adhésion à l'UE l'année suivante. Après s'être engagées dans des réformes intérieures (dont le changement de nom de la Macédoine du Nord pour lever le blocus de la Grèce), l'Albanie et la Macédoine du Nord ont été confrontées à des blocus de la France, du Danemark et des Pays-Bas lors du sommet du Conseil européen d'octobre 2019, largement liés à leur situation politique nationale respective (voir notre discussion sur le blocus le plus récent de la Macédoine du Nord par la Bulgarie ci-dessous). Afin de sauver la face, le président français Emmanuel Macron a appelé à une approche réformée de l'élargissement. Les blocages ont été accueillis avec une énorme déception dans les pays candidats et n'ont pas du tout aidé les acteurs pro-réformistes.[11] La Commission européenne de Jean-Claude Juncker, tout en prenant ses distances par rapport au blocus [12], a tracé son chemin il y a longtemps en acceptant comme un fait la lassitude de l'intégration – non seu-

Les blocus ont été accueillis avec une grande déception dans les pays candidats et n'ont pas du tout aidé les acteurs pro-réformistes.

lement sur l'élargissement [13] mais aussi sur l'approfondissement – comme en témoigne la montée des idées d'une intégration différenciée.

La nouvelle Commission européenne « géopolitique » dirigée par Ursula von der Leyen a de plus en plus fait référence à la concurrence mondiale afin de mobiliser des soutiens pour dynamiser les progrès dans plusieurs domaines politiques, notamment l'élargissement et la politique de voisinage.

Réforme de la politique d'élargissement

La nouvelle Commission européenne « géopolitique » dirigée par Ursula von der Leyen a de plus en plus fait référence à la concurrence mondiale afin de mobiliser un soutien pour dynamiser les progrès dans plusieurs domaines politiques, notamment l'élargissement et la politique de voisinage. Cependant, en faisant cela, la Commission a également créé le risque de définir les régions voisines comme des zones tampons externes à l'UE où des alliances pragmatiques plutôt que normatives devraient être conclues, soutenant ainsi les acteurs du statu quo et entraînant un blocage. De plus, le portefeuille du commissaire européen en charge de l'élargissement de l'UE a été confié à la Hongrie, un pays dont le propre rôle en tant que membre de l'UE est devenu la source de controverses.

En février 2020, la communication de la Commission européenne sur les Balkans [14] a décrit la politique d'élargissement réformée en abordant la question du triple C : une Conditionnalité renouvelée (les candidats pourraient reculer dans le processus d'adhésion), un regroupement politique des portefeuilles pour mobiliser des réformes suffisantes (Crédibilité) et des investissements (Coûts) accrus dans les infrastructures pour faire face aux défis socio-économiques et à la concurrence géopolitique. L'idée d'investir dans les infrastructures évoquées dans le « troisième C » n'était pas totalement nouvelle puisqu'elle faisait déjà partie du processus de Berlin. [15] En raison de débats houleux sur les finances de l'UE post-Brexit, le montant des ressources supplémentaires disponibles n'était pas clair à ce moment-là (cela a changé plus tard, nous en discutons ci-dessous). La grande question était de savoir si la politique d'élargissement réformée n'offrait pas moins pour plus, c'est-à-dire des promesses moins crédibles tout en suscitant des attentes, rejetant ainsi la responsabilité de la perte de motivation sur les candidats [16] et les acteurs tiers. [17]

La crise du COVID-19

Le manque d'efficacité et la solidarité au ralenti de l'UE dans la lutte contre la crise du COVID-19 au début de la pandémie ainsi que la diplomatie russe et chinoise des masques et des vaccins ont révélé certaines des faiblesses existantes de l'intégration européenne. Au sein de l'UE, la crise a renforcé le sentiment d'absence de l'UE, plus que l'euro-scepticisme. [18] D'autre part, la Commission européenne et la Banque centrale européenne ont réagi rapidement à la crise socio-économique. L'UE-27 est parvenue à un accord sur le budget pluriannuel et un « fonds de relance Corona » lors du Conseil européen de juillet 2020 et a rétabli la confiance parmi les forces centristes pro-UE. L'accord incluait également la conditionnalité de l'état de droit pour lutter contre l'illibéralisme et le recul démocratique dans les PECO. [19] Après le blocus de la Hongrie et de la Pologne en raison de la conditionnalité renforcée dans l'accord interinstitutionnel et l'appel au compromis de la Slovaquie, la présidence allemande a pu obtenir l'accord d'ici la fin de l'année sur la base d'un compromis politique qui donnerait du temps à Budapest et Varsovie. Pourtant, comme l'a démontré l'approvisionnement (in)efficace en vaccins de l'UE, le problème de la fonctionnalité des institutions de l'UE n'a pas encore été résolu et a continué à servir les forces euro-sceptiques.

Au sein de l'UE, la crise a renforcé le sentiment d'absence de l'UE plus que l'euro-scepticisme.

En soutenant les idées de frontières ethniques et de Grande Serbie, Grande Albanie et Grande Croatie, le document a aidé les acteurs nationalistes du statu quo dans ces pays, qui bénéficient également du soutien de

De même, la crise du COVID-19 et un nouveau cadrage géopolitique ont mobilisé la politique étrangère de l'UE avec les Balkans et l'ont placée au centre de l'attention. [20] Tandis que les questions de la crédibilité [21] et même de la non-pertinence de l'UE demeuraient, [22] quelques avancées importantes ont été faites. Au printemps, l'Albanie et la Macédoine du Nord ont reçu le feu vert provisoire pour l'ouverture des négociations. La déclaration de Zagreb [23] signée lors de la présidence croate du Conseil, en omettant les mots « élargissement » et « adhésion », prévoyait un plan de relance de 3,3 Md€ pour les Balkans. [24] Au même moment, la tendance négative dans la perception de l'UE à travers les WBC était liée à l'anti-réforme et les élites politiques du statu quo. Celles-ci ont profité et profitent de la crise pour renforcer leur pouvoir politique (la Macédoine du Nord étant une exception). La Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et le Monténégro sont quant à eux restés plus pro-UE que pro-Russie. [25] Le rôle des faux reportages étrangers parrainés par l'État, qui ne sont pas les seuls responsables du changement d'attitude du public, a révélé les faiblesses des médias et des institutions de la société civile dans la région. [26] D'autre part, pendant la présidence allemande, la Macédoine du Nord a fait face au blocus de la Bulgarie, qui a fait valoir que la Macédoine du Nord « doit reconnaître que la langue parlée par la majorité macédonienne slave est le bulgare – ou un dialecte de celui-ci ». [27] L'Allemagne (et le reste de l'UE) n'a pas réussi à empêcher le blocus et à convaincre la Bulgarie de le lever, ce qui n'était probablement pas tant une question de nationalisme croissant et de rôle des acteurs tiers dans la région que la réticence de l'UE en tant que telle à voir l'élargissement comme priorité et meilleure politique.

Présidence slovène du Conseil de l'Union européenne

Afin de faire face à la pandémie et à la reprise post-pandémique, l'UE a impliqué les Balkans dans des achats conjoints [28] et dans le plan économique et d'investissement de 9 milliards d'euros [29] proposé par le haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Josep Borrell pour soutenir la stratégie de l'UE par des activités concrètes. Le plan, ainsi que la nouvelle méthodologie d'élargissement et les chapitres de regroupement, le blocus bulgare de la Macédoine du Nord et la nécessité de s'engager davantage avec d'autres acteurs que les élites de l'État dans la région, est ce que la Slovénie a hérité en tant que dernier du trio de la présidence de l'UE (Allemagne - Portugal - Slovénie).

Le gouvernement slovène dirigé par le SDS, qui a pris ses fonctions après l'effondrement du gouvernement minoritaire de centre-gauche au début de 2020, a apaisé le différend sur la frontière maritime de la baie de Piran avec la Croatie. Ce litige a pesé sur la politique étrangère et européenne de la Slovénie pendant plus d'une décennie et a renforcé la coopération avec l'Europe centrale. Le gouvernement a mis en évidence les défis géopolitiques de pays tels que la Chine et la Turquie. Cependant, il s'est également aligné sur l'administration de Donald Trump, les régimes illibéraux du Fidesz en Hongrie et du PiS en Pologne, d'Aleksandar Vučić en Serbie et de Milorad Dodik en République Srbska. C'est dans ce contexte que le document officiel sur le « Plan B » pour les Balkans proposant de nouvelles frontières dans la région selon des lignes ethniques a été publié en avril et a été attribué à la Slovénie (le document officiel a en fait été rédigé par un officier de la CIA servant sous l'administration Trump il y a quelques années, mais des représentants slovènes auraient distribué ce document même si cela a été officiellement démenti). Le document n'avait probablement pas l'intention de modifier réellement les frontières car cela irait à l'encontre de l'évolution des normes et des règles depuis la Seconde Guerre mondiale et déclencherait très probablement de nouveaux conflits. Néanmoins, en soutenant les idées de fron-

tières ethniques et de Grande Serbie, de Grande Albanie et de Grande Croatie, le document a aidé les acteurs nationalistes du statu quo dans ces pays, qui bénéficient également du soutien de pays tiers. En revanche, il a exercé une pression supplémentaire sur les États multinationaux, tels que la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et la Macédoine du Nord, où le soutien à l'UE est le plus fort. La critique du document était féroce dans la communauté atlantique. La nouvelle administration américaine dirigée par Joe Biden a spécifiquement menacé de sanctions tout acteur qui tenterait de déstabiliser les Balkans occidentaux. Les autres réactions de la Russie, de la Turquie et d'un autre document officiel de Zagreb (ce dernier que la Slovénie a officiellement soutenu appelait à un rôle plus important des Croates (bosniaques) en Bosnie-Herzégovine), montrent que les défis géopolitiques persistent.

Recommandations : ce que la Slovénie peut et pourrait faire pour les Balkans occidentaux

La crise du COVID-19 a renforcé la nécessité pour l'UE de reprendre l'initiative au niveau national et dans son voisinage. La région des Balkans joue un rôle spécifique et son adhésion à l'UE pourrait aider l'Union à améliorer sa crédibilité ainsi qu'à relever certains défis politiques, tels que la sécurité, la migration et les relations avec les pays tiers.

La région des Balkans est peut-être la région stratégique la plus importante de Slovénie. Un prochain élargissement de l'UE apporterait donc d'immenses avantages à la Slovénie en termes de commerce, d'investissement, de stabilité politique et de sécurité dans la région. Après les différentes crises européennes et nationales, la Slovénie est devenue un acteur politique moins important au sein de la région. Au début des années 2010, le pays a même été placé du « côté des Balkans » lors de l'un des événements du Processus de Berlin. Néanmoins, il continue de bénéficier d'une image relativement positive dans les WBC et est en mesure de partager sa précieuse expérience avec l'adhésion à l'UE.

La région des Balkans est l'une des priorités de la présidence slovène du Conseil de l' Union européenne. Même si les questions stratégiques et de politique étrangère ne font plus partie des responsabilités du pays président, la Slovénie peut faire beaucoup. La Slovénie (avec d'autres pays d'Europe centrale) soutient officiellement l'élargissement de l'UE à la région. Pourtant, l'affaire du document officiel a élevé l'importance du sommet informel UE-Balkans occidentaux en octobre pour que la Slovénie regagne sa crédibilité. Ainsi, le sommet informel est une opportunité pour la Slovénie de poursuivre au moins deux objectifs « stratégiques ». Le premier étant le blocus bulgare du processus d'adhésion de la Macédoine du Nord à l'UE et le second les progrès de l'initiative « Open Balkan » (anciennement dénommée « Mini-Schengen ») [30]. Cette dernière améliorerait non seulement la préparation des États des Balkans à la future adhésion à l'UE parallèlement à la nouvelle méthodologie, mais favoriserait également les relations de bon voisinage et les projets transfrontaliers à caractère régional. Cela positionnerait également la Slovénie en tant qu'acteur crédible et partenaire fiable des États des Balkans, mais aussi une tentative de surmonter l'expérience négative du document sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine.

En outre, certaines priorités de la présidence slovène du Conseil de l' Union européenne, telles que la résilience à la crise sanitaire et la cybersécurité, qui ont gagné en importance pendant la pandémie de COVID-19, vont de pair avec la stratégie de l'UE sur la région des Balkans. À côté de cela, le portefeuille sur l'asile et la migration, qui est également pertinent pour la mobilité et la migration

La crise du COVID-19 a renforcé la nécessité pour l'UE de reprendre l'initiative au niveau national et dans son voisinage.

économique, y compris les migrations saisonnières et quotidiennes et les touristes, révèle une importance spécifique pour la région soulevée par le contexte COVID-19. L'une des trajectoires spécifiques qui va de pair avec la question de la mobilité, de la migration économique et du paradigme sécuritaire plus large est la question de la migration illégale, car la route des Balkans 2015/2016 a montré à quel point les politiques peuvent être inefficaces si les pays ne travaillent pas ensemble. Dans ce contexte – et en ligne avec les nouveaux types d'incertitudes découlant du retrait des États-Unis d'Afghanistan - la Slovénie pourrait exploiter davantage la présidence du Conseil de l'UE et poursuivre l'idée d'une collaboration régionale afin de gérer les frontières régionales et contrôler l'immigration illégale.

De plus, le sommet informel UE-Balkans occidentaux pourrait également être l'occasion pour la Slovénie d'explorer les potentiels du nouveau plan d'investissement pour la région des Balkans (Western Balkans: An Economic and Investment Plan to support the economic recovery and convergence). Ce dernier mobilisera jusqu'à 9 milliards d'euros pour la relance économique à long terme de la région, en soutenant une transition verte et numérique, en favorisant l'intégration régionale et la convergence avec l'UE. [31] Cela renforcerait non seulement les corridors de transport et d'énergie reliant l'Europe du Nord-Ouest et du Sud-Est et offrirait la possibilité de participer aux appels d'offres, mais fournirait également une base économique pour l'initiative « Open Balkan ». Dans ce contexte, la Slovénie pourrait définir le nouveau plan d'investissement pour les Balkans, le Green Deal et « Open Balkan » comme un moyen de réaliser des progrès dans le processus d'adhésion à l'UE.

Notes de bas de page

[1] En 2004, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie sont entrées dans l'UE. En 2007, la Bulgarie et la Roumanie sont entrées, suivies de la Croatie en 2013.

[2] Bojinović F., A., Šabič, Z. Slovenia's Foreign Policy Opportunities and Constraints: The Analysis of an Interplay of Foreign Policy Environments, CIRR, 2017, 32 (97), 41-71.

[3] Bildt, C. The Balkans non-paper and the dangers of plan B. ECFR 10 mai 2021. Accessible via : <https://ecfr.eu/article/the-balkans-non-paper-and-the-dangers-du-plan-b/>

[4] Le corpus juridique accumulé par l'Union européenne.

[5] La Slovénie était l'un des PECO-8 qui est devenu membre de l'UE en 2004 et est entré dans Schengen en 2007 et a été le premier parmi les PECO à adopter l'euro en 2007.

[6] Schimmelpfennig, F. et Sedelmeier, U. (2020). L'eupéanisation de l'Europe de l'Est : le modèle des incitations externes revisité. *Journal of European Public Policy* , 27(6), 814-833.

[7] Kmezić, M., Bieber, F., Taleski, D., Marović, J. et Tzifakis, N. (2019). Balkans occidentaux et UE : au-delà du mode pilote automatique (Policy Brief). Centre d'études de l'Europe du Sud-Est : BiEPAG.

[8] Požgan, J., Bojinović Fenko, A. et Kočan, F. (2020). « Ne laissez jamais une bonne crise se perdre : renforcer le rôle d'acteur de l'UE dans un contexte de concurrence accrue des acteurs externes dans les Balkans occidentaux. » *Teorija in praksa* , 57(4), 1124-1146.

[9] La conditionnalité a progressivement augmenté au fil des ans. Depuis l'élargissement « big bang » de 2004, des conditions supplémentaires ont été imposées aux pays candidats, telles que l'alignement de la politique étrangère.

[10] Tous deux ont clôturé les chapitres sur « Science et recherche » et « Éducation et culture » tandis que le Monténégro a également clôturé le chapitre sur « Relations extérieures ».

[11] Hopkins, V. (2019). Les dirigeants des Balkans souhaitent que le report de l'adhésion à l'UE risque d'attiser les tensions. *Temps Financier*. Disponible sur : <https://www.ft.com/content/9d0f4f6a-fbdf-11e9-a354-36acbbb0d9b6>

[12] Rankin, J. (2019). Juncker a déclaré que l'échec de l'UE à tenir ses promesses était une « erreur historique majeure ». *The Guardian*.

[13] Alexe, D. (2014). La Commission Juncker : pas d'élargissement supplémentaire. *New Europe* .

[14] Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Améliorer le processus d'adhésion – Une perspective européenne crédible pour les Balkans occidentaux (2020a): COM(2020)57 finale, le 5 février. Disponible sur : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52020DC0057>

[15] Griessler, C. (2020). Le processus de Berlin. Rapprocher la région des Balkans occidentaux de l'Union européenne. *Sudosteuroopa. Journal of Politics and Society*, 68(1), 1–24.

[16] Vurmo, G. (2020). Une nouvelle méthodologie d'adhésion crédible ou juste un exercice pour sauver la face ? Disponible sur : <https://www.ceps.eu/a-credible-new-accession-methodology-or-just-a-face-saving-exercise/>

[17] Chrzova, B. Grbovac, A., Hala, M. dans Lalić, J. (2019). Les Balkans occidentaux à la croisée des chemins : évaluer les influences des acteurs extérieurs non occidentaux . Prague : Institut d'études de sécurité de Prague.

[18] Krastev, Ivan et Mark Leonard (2020) : La politique pandémique de l'Europe : Comment le virus a changé la vision du monde du public. ECFR/326, juin.

[19] Les procédures existantes telles que la procédure de l'article 7 déclenchée par la Commission européenne et le Parlement européen contre la Hongrie et la Pologne au cours des dernières années, les infractions à la loi, etc. se sont avérées être des voies sans issue ou trop faibles.

[20] Mise à jour du rapport spécial du Service européen pour l'action extérieure (2020) : disponible sur : <https://euvsdisinfo.eu/uploads/2020/05/EEAS-Special-Report-May-1.pdf>

[21] Bieber, F. et Prelec, T. (2020). Zapadni Balkan u doba globalne pandemije. Graz : BiePAG. Vladislavljev, S. (2020). La Serbie, point focal de la « diplomatie masquée » chinoise dans les Balkans occidentaux. *Balkans occidentaux européens*. Disponible sur : <https://europeanwesternbalkans.com/2020/04/30/serbia-the-focal-point-of-chinese-mask-diplomacy-in-the-western-balkans/>

[22] Alexandris, I. (2020). L'UE risque-t-elle de perdre sa pertinence géopolitique dans son propre jardin ? Leçons de COVID-19. Disponible sur : <https://modern-diplomacy.eu/2020/09/30/is-the-eu-risking-geophysical-irrelevance-in-its-own-backyard-lessons-from-covid-19/>

[23] Déclaration de Zagreb. (2020). Disponible sur : <https://www.consilium.europa.eu/media/43776/zagreb-declaration-en-06052020.pdf>

[24] Conseil européen. (2020). Infographie – COVID-19 : paquet de 3,3 milliards d'euros de l'UE pour les Balkans occidentaux. Disponible sur : <https://www.consilium.europa.eu/en/infographics/economic-support-to-western-balkans/>

[25] Institut Républicain International. (2020). Sondage régional des Balkans occidentaux 2020. Disponible sur : <https://www.iri.org/resource/western-balkans-poll-shows-strong-support-eu>

[26] Ivković, A. (2020). La perception de l'aide de l'UE au milieu de la pandémie est confrontée à des défis dans les Balkans occidentaux. Disponible sur : <https://europeanwesternbalkans.com/2020/04/17/perception-of-eu-aid-amidst-the-pandemic-faces-challenges-across-the-western-balkans/>

[27] Euronews. (2020). Le blocage de la Bulgarie sur la candidature de la Macédoine du Nord à l'UE « met massivement en danger la sécurité de l'Europe ». Disponible sur : <https://www.euronews.com/2020/12/08/bulgaria-s-block-on-north-macedonia-s-bid-to-join-eu-massively-endangers-europe-s-security>

[28] Commission européenne. (2021). Soutien renforcé de l'UE aux Balkans occidentaux dans la lutte contre la crise des coronavirus et la reprise post-pandémie. Disponible sur : https://ec.europa.eu/quarterhood-enlargement/system/files/2021-09/coronavirus_support_wb.pdf

[29] Commission européenne. (2020). Balkans occidentaux : un plan économique et d'investissement pour soutenir la reprise économique et la convergence. Disponible sur : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_20_1811

[30] Plus d'informations : <https://balkaninsight.com/2021/07/29/balkan-mini-schengen-leaders-eye-open-borders-by-2023/>

[31] Commission européenne. (2020). Balkans occidentaux : un plan économique et d'investissement pour soutenir la reprise économique et la convergence. Disponible sur https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_20_1811

A propos des auteurs

Faris Kočan est chercheur junior à l'Université de Ljubljana, Faculté des sciences sociales, Centre des relations internationales.

Contact: faris.kocan@fdv.uni-lj.si



Marko Lovec est professeur agrégé et chercheur à l'Université de Ljubljana, Faculté des sciences sociales, Centre des relations internationales.

Contact: marko.lovec@fdv.uni-lj.si



A propos de l'OGfE

La **Société autrichienne pour la politique européenne** (Österreichische Gesellschaft für Europapolitik, ÖGfE) est une plateforme non-gouvernementale et non-partisane constituée principalement par les partenaires sociaux autrichiens. Nous informons sur l'intégration européenne et nous défendons un dialogue ouvert sur les questions d'actualité de la politique et des politiques européennes et leur pertinence pour l'Autriche. ÖGfE a une longue expérience dans la promotion du débat européen et agit comme un catalyseur pour la diffusion d'informations sur les affaires européennes.

Policy Brief publié dans le cadre du programme "Europeanisation meets democracy from below: The Western Balkans on the search for new European and democratic Momentum" WB2EU Erasmus+ Jean Monnet Networks, Education, Audiovisual and Culture Executive Agency



Österreichische Gesellschaft
für Europapolitik

À propos de l'article

ISSN 2305-2635

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et pas nécessairement celles de la Société autrichienne de politique européenne ou de l'organisation pour laquelle les auteurs travaillent.

Mots clés

Union européenne, Politique d'élargissement, Balkans occidentaux, Présidence, Slovénie, COVID-19

Citation

Kočan, F., Lovec, M. (2021) : Que peut faire la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne pour les Balkans occidentaux ? Vienne. GfE Policy Brief, 12'2021



Österreichisches Institut für Internationale Politik
Austrian Institute for International Affairs